EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 décembre 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 170 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sophie AMARANTINIS - Christian AMIRATY - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROUPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Véronique PRADEL - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Signé le 19 Décembre 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 17 janvier 2020

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Pascal MONTECOT - François BERNARDINI représenté par Nicole JOULIA - Jean-Louis BONAN représenté par Christian BURLÉ - Odile BONTHOUX représentée par Jacques BOUDON - Patrick BORÉ représenté par Danielle MILON - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Christine CAPDEVILLE représentée par Georges ROSSO - Pierre COULOMB représenté par Joël MANCEL - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sandrine D'ANGIO représentée par Gisèle LELOUIS - Sophie DEGIOANNI représentée par Jacky GERARD - Gilbert FERRARI représenté par Eric CASADO - Olivier FREGEAC représenté par Guy ALBERT - Michel ILLAC représenté par André MOLINO - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ - Nathalie LAINE représentée par Danielle MENET - Eric LE DISSÈS représenté par Véronique PRADEL - Rémi MARCENGO représenté par Sylvia BARTHELEMY - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Yves MESNARD représenté par Marc POGGIALE - Marie-Claude MICHEL représentée par Loïc GACHON - Virginie MONNET-CORTI représentée par Michèle EMERY - Serge PEROTTINO représenté par Bernard DESTROST - Claude PICCIRILLO représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Jules SUSINI représenté par Francis TAULAN - Guy TEISSIER représenté par Daniel HERMANN - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick GHIGONETTO - Karima ZERKANI-RAYNAL représentée par Régis MARTIN.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Jacques BESNAÏNOU - Marie-Arlette CARLOTTI - Michel CATANEO - Bruno CHAIX - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Claude FILIPPI - Bruno GILLES - Garo HOVSEPIAN - Michel LAN - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Eric SCOTTO - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Étaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Monique CORDIER représentée à 10h07 par Solange BIAGGI - Jean HETSCH représenté à 10h40 par Yves VIDAL - Bernard DESTROST représenté à 11h20 par Roland MOUREN - Roland GIBERTI représenté à 11h20 par Gérard GAZAY - Stéphane PAOLI représenté à 11h47 par Arnaud MERCIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée à 12h16 par Yves MORAINÉ - Michel DARY représenté à 12h20 par Marie-France DROPY-OURET - Maxime TOMMASINI représenté à 12h46 par Anne CLAUDIUS-PETIT - Jean-Pierre BERTRAND représenté à 13h04 par Jean MONTAGNAC.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Roger RUZE à 10h00 - Dany LAMY à 10h30 - Samia GHALI à 10h30 - Chrystiane PAUL à 11h00 - Bernard RAMON à 11h10 - Albert LAPEYRE à 11h15 - Bernard JACQUIER à 11h22 - Didier PARAKIAN à 11h30 - Michel LEGIER à 11h40 - Roger PELLENC à 11h50 - Roger MEI à 11h52 - Hervé FABRE AUBRESPY à 12h00 - Sabine BERNASCONI à 12h11 - Josette FURACE à 12h12 - Irène MALAUZAT à 12h14 - Albert GUIGUI à 12h13 - Sandra DUGUET à 12h20 - Philippe GRANGE à 12h20 - Philippe GINOUX à 12h20 - Yves BEAUVAL à 12h20 - Yves VIDAL à 12h20 - Eliane ISIDORE à 12h24 - Jean ROATTA à 12h25 - Jeanne MARTI à 12h25 - Marie-Louise LOTA à 12h30 - Véronique PRADEL à 12h36 - Patrick VILORIA à 12h36 - Jocelyne TRANI à 12h42 - Philippe DE SAINTDO à 12h55 - Jean-Louis CANAL à 13h00 - Francis TAULAN à 13h00 - Sylvaine DI CARO à 13h00 - Josette VENTRE à 13h02 - Emmanuelle SINOPOLI à 13h07 - Didier ZANINI à 13h15 - Luc TALASSINOS à 13h09 - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Arlette FRUCTUS à 13h16.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 172-7820/19/CM

■ Présentation de l'agenda numérique

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est unique et bénéficie d'un statut spécifique. Elle est la plus vaste de France. Elle est deux fois plus grande que la métropole de Londres et trois fois plus étendue que Berlin ou New York. Elle réunit 92 communes réparties sur trois départements. Elle rassemble sur un même territoire des espaces agricoles, urbains et industriels.

Les lois MAPTAM et NOTRe confirment notamment le rôle stratégique de cette métropole dans la structuration et dans la valorisation des territoires dans les domaines de la recherche, l'innovation, l'aménagement, l'économie la mobilité ou encore la promotion internationale du territoire. Le pacte métropolitain d'innovation d'Aix-Marseille-Provence signé avec l'Etat en 2016, tout comme l'Agenda du Développement Economique adopté en 2017, réaffirment par ailleurs l'ambition et les engagements de la métropole en matière d'innovation.

Parallèlement, la loi pour une République numérique, promulguée le 7 octobre 2016, prépare le pays aux enjeux de la transition numérique et de l'économie de demain. Elle promeut l'innovation et le développement de l'économie numérique, une société ouverte, fiable et protectrice des droits des citoyens offrant ainsi une confiance numérique. Elle vise également à garantir l'accès à tous, dans tous les territoires, aux opportunités liées au numérique.

La métropole s'engage donc dans un processus de transformation digitale en profondeur, afin de se donner toutes les chances d'atteindre les objectifs fixés dans les autres documents stratégiques. Cette démarche transverse est présentée au conseil de métropole dans le présent agenda.

Il se nourrit et soutient l'ensemble des plans et schémas déjà élaborés, qu'ils soient réglementaires (Plan Climat, Programme Local de l'Habitat, Schéma de Cohérence Territorial, Plan de Déplacement Urbain, ...) ou volontaristes (Agenda Economique, Livre Blanc de l'Énergie, Plan Alimentaire Territorial, Schéma Métropolitain de l'Eau et de l'Assainissement, Charte Forestière, Plan Mobilité, ...).

En quelques années, il doit mettre en œuvre un ensemble cohérent de projets numériques d'initiatives publiques comme privées, qui accompagnent et capitalisent sur les opportunités de la transition numérique.

A plus long terme, cet Agenda Numérique doit permettre au territoire de s'inscrire fortement comme une métropole innovante, lieu d'expérimentations. Notre responsabilité est de créer un espace de confiance digitale propice aux investissements, au foisonnement de nouveaux services qui devront tous améliorer la qualité de vie et contribuer à l'atteinte d'objectifs de développement durable.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence souhaite faire émerger une ambition déclinée dans une stratégie d'attractivité et de développement de services cohérente. Le numérique peut être un support très important de cette ambition en forme de renaissance.

Favoriser une transition numérique responsable au service d'un développement durable et inclusif constitue également une préoccupation clé de cet Agenda Numérique. La jeunesse de l'institution nous y conduit naturellement, la raréfaction de nos ressources et le besoin d'accompagnement des publics nous y obligent. Elles nous placent en responsabilité face à la 4^{ème} révolution industrielle en cours.

Aujourd'hui s'ouvre une nouvelle ère, celle de l'optimisation de la ressource, de la consommation raisonnée, de l'investissement durable en phase avec les valeurs dans lesquelles se retrouvent de plus en plus de citoyens. Le numérique lui-même se doit d'être exemplaire en développant une véritable sobriété numérique dans toutes ses actions.

Signé le 19 Décembre 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 17 janvier 2020

A la fois animateur et acteur du numérique, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence veut affirmer son rôle clef dans l'écosystème et aider à la conversion au numérique :

- du tissu économique actuel
- des collectivités
- ou des particuliers

Pour ce faire, la Métropole se structure pour faire de son territoire une Zone de Confiance Numérique. Elle ambitionne d'être un véritable laboratoire, grandeur nature.

Une métropole :

- plus cohérente, plus simple, plus accessible, plus proche et plus performante.
- revendiquant et encourageant le droit à l'expérimentation,
- s'appuyant massivement sur la donnée métropolitaine, qu'elle collecte, connecte et diffuse à ses partenaires, aux entrepreneurs et au grand public.

Le numérique : une révolution globale aux facettes multiples

Les citoyens, connectés et mobiles : Le fait numérique s'impose comme une révolution de nos modes de fonctionnement. Cette révolution modifie profondément les relations entre individus, mais aussi entre les citoyens et les entreprises ou l'administration. En 2018, 94% des français sont équipés d'un téléphone mobile et $\frac{3}{4}$ utilisent un smartphone¹ pour se connecter à internet. La 4G a progressé de 20 points en 2 ans et en 2018, 61% des détenteurs d'un téléphone mobile se connectent à internet grâce à ces réseaux.

Une économie numérique au poids important : A cette démocratisation de l'outil numérique dans le quotidien est associé l'essor d'une économie numérique importante, la valeur ajoutée du secteur s'élevant à 78 milliards d'euros sur le territoire national. A cela s'ajoute la transformation des entreprises des autres secteurs, comme l'illustre l'explosion du commerce en ligne qui a atteint 81.7 milliards d'euros en 2017² (+14% par rapport à 2016). Cette économie numérique représente près de 44 000 emplois sur le territoire métropolitain soit autant que le tourisme et l'industrie portuaire³.

Au-delà des entreprises dont le cœur de métier est le numérique, l'ensemble des activités économiques se voit transformé par le numérique, via une innovation des acteurs ou à marche forcée.

De l'importance croissante de la donnée : La dimension « donnée » revêt une importance de plus en plus cruciale, jusqu'à être considérée comme « l'or noir » du 21^{ème} siècle. Ces données sont aujourd'hui omniprésentes dans tous les actes de la vie quotidienne des citoyens, des entreprises et du secteur public. Elles constituent un véritable gisement de valeur mais aussi une source de risques pour la sécurité et la confidentialité, notamment pour les données personnelles que nous nous devons de protéger. Elles constituent également un véritable enjeu de maîtrise entre les acteurs publics et les grands acteurs privés, voire un véritable enjeu de maîtrise du service public.

Le rôle des acteurs publics et de la Métropole, des pouvoirs publics engagés dans le numérique :

Si le numérique a été adopté par les citoyens, il est aussi une priorité pour l'Etat et les collectivités. L'usage du numérique pour moderniser l'administration se caractérise notamment par :

- Le développement des procédures dématérialisées (62% des collectivités offrent à leurs usagers des services entièrement dématérialisés et 87% considèrent la dématérialisation intégrale des processus comme leur nouvel horizon)⁴,

¹ Baromètre du numérique 2018

² Févad, indice du commerce électronique (iCE)

³ Aix Marseille Provence – Convergence métropolitaine – Documentation Française – page 198

⁴ Baromètre 2018 de la maturité numérique des métropoles, agglomérations et grandes villes françaises

- L'enrichissement de la relation à l'usager et la participation civique en ligne (147 614 votes en ligne dans le cadre de la consultation d'élaboration de la Loi pour une République numérique, par exemple),
- L'amélioration de la transparence par l'open data (la France se classe en 3^{ème} position mondiale en 2018⁵ sur ce sujet mais 39% des collectivités⁶ n'ont pas encore déployé de stratégie open data en dépit du cadre réglementaire),
- La transformation des métiers des collectivités (la maquette numérique des bâtiments renouvelle la manière de concevoir/exploiter un bâtiment grâce aux technologies BIM),
- L'enrichissement de l'offre de services publics sur le territoire (97% des collectivités disposent d'une stratégie en matière d'e-Education).

Les domaines d'intervention clés de la Métropole transformés par le numérique :

Dans les transports en commun, le développement de l'information temps réel fiabilise leur utilisation. La connectivité permanente dans les transports transforme nos trajets quotidiens en temps productifs ou temps de loisir. Le smartphone omniprésent ouvre de nouvelles opportunités pour consommer du transport sous toutes ses formes.

Dans les autres champs d'action clés de la Métropole :

- L'aménagement : le numérique y ouvre des possibilités d'élargissement du dialogue avec les citoyens, transforme les processus de modélisation et nécessite une intégration croissante des aspects numériques dans les logements et plus largement le cadre de vie.
- La culture et le sport sont enrichis par le numérique, les offres de services, l'accès et la valorisation de l'offre existante sont accrues. De nouvelles formes de sport complètement digitalisées (eSport) sont démocratisées et peu à peu reconnues par les pouvoirs publics.
- L'environnement, la démocratisation des capteurs numériques permet de mesurer toutes sortes de situation afin de mieux préconiser des actions d'amélioration.

Ces exemples démontrent que le numérique est transversal et contribue à l'atteinte de différents objectifs de politique publique.

la stratégie numérique de la Métropole Tous ces éléments confirment le numérique comme un levier essentiel de compétitivité et d'attractivité des territoires, mais aussi du « mieux vivre » sur ce territoire. Afin de mener à bien sa « transformation numérique » et celle de son territoire la métropole doit se doter d'une stratégie fixant les priorités et les grandes actions à mettre en œuvre dans ce domaine pour les prochaines années.

Le caractère pluridisciplinaire du numérique nécessite une gouvernance transversale.

L'ensemble des diagnostics et analyses a mené à une volonté d'inscrire l'essor du numérique sur le territoire dans des logiques de :

- Services aux usagers : en soutenant le développement et fédérant des projets numériques innovants, au bénéfice des citoyens tout en leur permettant de s'approprier simplement les outils numériques et veiller à une meilleure inclusion sociale,
- Territoire d'excellence et de confiance numérique, en charge de la structuration d'un territoire, la métropole assure un rôle d'aménageur et de régulateur garantissant le bon usage de la donnée et la défense des libertés individuelles. En instituant la confiance numérique dans tous ses usages et pour tous les publics elle promeut aussi la transparence et l'attractivité.

⁵ Open Data Maturity in Europe 2018

⁶ Baromètre 2018 de la maturité numérique des métropoles, agglomérations et grandes villes françaises

- Performance institutionnelle en contribuant à la modernisation de l'administration, à la mise en place d'outils de pilotage et d'aide à la décision ainsi qu'à la constitution d'un patrimoine de données à l'échelle du territoire.

L'ensemble de ces éléments a alimenté la démarche d'« Agenda numérique métropolitain » pour faire de la Métropole, une métropole attractive, compétitive et innovante.

Réussir la 4^{ème} révolution industrielle : une stratégie numérique en 3 axes

La 4^{ème} révolution industrielle est celle de l'optimisation ou de la réduction de la consommation de toutes nos ressources : financières, humaines, environnementales, alimentaires, ... par les nouvelles technologies.

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est déjà un territoire où les innovations numériques sont nombreuses. Ses acteurs, et en particulier les communes, utilisent déjà les outils numériques dans certains de leur domaine de compétences. Parce que les leaders mondiaux agissent vite, la sphère publique a une responsabilité immédiate : accompagner les acteurs du territoire pour s'inscrire dans cette 4^{ème} révolution. C'est aussi l'opportunité pour la métropole de rapprocher les citoyens et simplifier leur relation avec les institutions tout en améliorant son fonctionnement.

Acteur numérique de premier plan sur le territoire, la Métropole doit naturellement se positionner comme le garant d'un territoire de confiance numérique dans lequel évoluent ses habitants.

Face à ces défis, 3 axes stratégiques clés ont été définis dans un agenda pour un véritable territoire numérique de confiance en recherche d'innovation permanente :

- Innover pour les usagers,
- Développer un territoire d'excellence et de confiance numérique,
- Rendre les collectivités du territoires plus innovantes et agiles.

Axe 1 : « Innover pour les usagers »

Nos concitoyens sont aujourd'hui en attente d'offres de services instantanées, personnalisées, simplifiées et accessibles. C'est pourquoi, nous devons apporter un service numérique de qualité et de proximité à nos usagers en :

- développant l'usage des nouveaux outils numériques pour le plus grand nombre et en les rendant indispensables,
- fédérant les services existants autour d'une solution globale et cohérente, une plateforme de services numériques toujours disponible et simple d'accès,
- partant de l'utilisateur et de la sphère publique dans son ensemble pour offrir une expérience centrée usagers .

La Métropole doit jouer ce rôle de "hub de services" construit autour des attentes et de l'expérience utilisateur. Elle doit repenser les moyens d'échanges avec ses usagers, devenir une MAAS, une « Métropole As A Service », dans tous ses domaines de compétences et ses politiques publiques et pour ses différentes catégories d'utilisateurs.

Le potentiel d'attraction de ces services nous oblige à nous engager fortement sur le respect des règles de sécurité élémentaires qui assurent la confidentialité des opérations et qui luttent contre l'exploitation des données personnelles à des fins mercantiles ou autres. La sphère publique doit jouer un rôle de garde-fou sans freiner les innovations (Accéder simplement, à toujours plus de service, sans oublier personne et en toute sécurité c'est le défi que se fixe la Métropole).

Axe 2 : « Devenir un territoire d'excellence et de confiance numérique »

Signé le 19 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 17 janvier 2020

L'Agenda Numérique doit permettre de positionner la Métropole comme un territoire d'excellence numérique et d'innovation au service de tous. Cette ambition nécessite de garantir une montée en gamme qualitative et quantitative des services associés aux trois piliers fondamentaux du développement numérique : les infrastructures (Très Haut Débit, Wifi, IOT...), les données et les services numériques.

La qualité et la cohérence des infrastructures et des services numériques ainsi déployés permettront de faire de la Métropole un véritable territoire de confiance et d'innovation numérique au service des usagers et des entreprises.

Conformément aux orientations stratégiques de l'Agenda du Développement Economique de la Métropole, il s'agit par ailleurs de mettre en place une stratégie numérique cohérente avec les outils existants, notamment en matière de développement économique (approche filières, pôles de compétitivité, accélérateurs, financement...), d'innovation et d'attractivité du territoire.

Il s'agit donc d'œuvrer pour :

- Une Métropole connectée : accompagner les déploiements du Très Haut Débit (fixe et mobile) pour tous les publics (particuliers et entreprises)
- Une Métropole intelligente : développer les infrastructures et services « Smart City », tirer le meilleur parti du numérique et de l'internet des objets (IOT) pour améliorer les publics services rendus aux usagers, en lien avec les compétences de la Métropole.
- Une Métropole Orientée Données : soutenir et renforcer l'ouverture, le partage et l'exploitation de données territoriales publiques et privées au service de la transformation numérique du territoire,
- Une Métropole entrepreneuriale et innovante : accompagner les entrepreneurs (Frenchtech, dispositifs d'accélération et d'incubation, animation de l'écosystème), faire de la Métropole un territoire d'expérimentation ouvert aux nouvelles solutions numériques,
- Une Métropole de talents : développer l'offre de formation aux nouveaux métiers du numérique et être identifié comme un territoire ressource pour les entreprises en recherche de talents.
- Une Métropole au numérique inclusif : faire de l'inclusion numérique une préoccupation systématique et permanente à travers l'ensemble des tiers lieux et acteurs de l'écosystème numérique, accompagner au quotidien les publics éloignés du numérique à son usage (publics précaires, personnes âgées, chercheur d'emploi, etc.) par des dispositifs adaptés à chaque public et très inclusifs, développer une culture numérique forte sur l'ensemble du territoire (prise en compte et appropriation des dernières tendances, prise de recul par rapport à certaines technologies, sécurité des données personnelles, etc.)
- Une métropole durable où le numérique contribue à l'atteinte des objectifs de développement durable portés par les différentes politiques publiques dans une logique de sobriété numérique.
-

Axe 3 : « Rendre l'administration innovante et agile »

Comme tous les acteurs sociaux économiques, la 4^{ème} révolution industrielle impacte les administrations. La transformation digitale sera un des principaux leviers de la performance de notre institution. Une démarche est en cours afin de la structurer autour d'une vision, d'outils, de processus et de compétences adaptées.

Les nouveaux modes de travail devront s'inscrire dans la réflexion globale afin de sensibiliser, acculturer et impliquer par des outils de communication, des formations, des événements.

La transformation digitale s'appuie sur un socle d'outils collaboratifs, de pilotage, de plateformes transversales de visioconférence, de traitement de la données, d'information géographique,

Partir des usages et s'appuyer sur des technologies de rupture (jumeaux numériques, block Chain, Big Data et Intelligence Artificielle), notre institution fera face à ces enjeux.

Signé le 19 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 17 janvier 2020

Par ailleurs, 4 leviers d'accélération ont été identifiés (expérience usager, gestion de la donnée, retours d'expérience de collectivités ou administrations tierces, médiation numérique, etc.) pour assurer la pertinence et la cohérence de l'ensemble des projets innovants portés par l'Agenda Numérique.

Cette démarche transversale, à systématiser, permettra d'accélérer ou amplifier les projets innovants du territoire.

- Levier d'accélération « Mettre l'utilisateur au cœur et le rendre acteur » :

Les usagers sont trop souvent oubliés ou éloignés dans les arbitrages (fonctionnels, ergonomiques, techniques, etc.) réalisés dans les projets numériques. Adopter une démarche centrée sur l'utilisateur présente des avantages certains : réduction du décalage entre ce qui est produit et ce qui est réellement attendu, amélioration du sens du projet pour l'équipe pilote, accélération des prises de décision, garantie d'une appropriation forte et d'un usage effectif et important des résultats des projets. Ils constituent autant de facteurs d'accélération.

Par ailleurs, ce levier intègre le fait de rendre l'utilisateur directement acteur dans les projets dans des logiques collaboratives. C'est une excellente manière d'enrichir l'offre de services, de simplifier la gestion et de recréer du lien.

Il est également prévu de mettre en place de nouvelles méthodes de design de service sur certains projets et d'intégrer des actions liées à la participation civique. L'ensemble des tiers lieux pourront être mis à profit pour soutenir ce levier qui pourra également se matérialiser par une concertation citoyenne élargie et facilitée par les outils numériques.

- Levier d'accélération « Maitriser, valoriser sécuriser les gisements de données »,

La quantité de données numériques explose de jour en jour et devrait doubler tous les deux ans avec le développement de l'internet des objets. La bonne gestion de cette masse de données numériques est un enjeu clé pour les organisations publiques et privées. En effet, le stockage et la sécurité sont des questions déterminantes pour la souveraineté et la confiance. A cela s'ajoute le potentiel économique et social de leur bonne exploitation. Pour les collectivités, la mise à disposition des données publiques en libre accès est aussi devenue une obligation légale avec la loi pour une République numérique (pour les communes de plus de 3 500 habitants). Sur la gestion de la donnée, de nouvelles collaborations public-privés sont aussi nécessaires.

- Levier d'accélération « Favoriser l'expérimentation, moderniser les méthodes »

Renforcer le recours aux préceptes d'expérimentation et de co-construction ainsi qu'aux méthodes agiles et au design de services dans les processus de création et d'amélioration des services numériques rendus aux usagers. Cela notamment afin d'éviter l'effet « tunnel » sur des projets, d'ajuster rapidement les solutions développées en fonction des retours du terrain, d'adopter un raisonnement pragmatique, de délivrer rapidement et sobrement.

Concrètement, il est proposé d'assurer un lien fort et régulier entre les porteurs de projets internes et les entreprises, les associations et les différentes communautés créatives et innovantes. Ce lien se matérialisera par la mise en place et l'animation d'une communauté digitale métropolitaine transversale entre la Métropole et l'écosystème numérique du territoire.

Dans une logique de soutien au développement économique et à l'innovation, en réponse aux problématiques métiers de la Métropole, des appels à expérimentation, des hackathons, des challenges et des appels à manifestation d'intérêt pourront être organisés.

- Levier d'accélération « S'ouvrir et favoriser les projets numériques des communes »

Ce levier consiste, sur des projets accompagnés, à donner une place importante à la valorisation des projets numériques des communes pour améliorer la diffusion de retours d'expérience, capitaliser sur les réussites, s'enrichir des échecs.

La Métropole cherchera à faciliter la réplique des projets numériques réussis. Ce fonctionnement avec les communes permettra de développer des projets plus proches du besoin local, d'améliorer les collaborations entre collectivités sur des compétences exercées à différents échelons territoriaux et de limiter l'impact de la complexité du découpage administratif du territoire.

Cet agenda constitue un document agile, qui s'adapte aux innovations technologiques et évolue en fonction des expérimentations menées. Ces actions financées dans le cadre des différentes politiques publiques de la métropole seront régulièrement évaluées dans une logique d'implémentation progressive.

Ce rapport de principe ne comporte à ce stade aucune incidence budgétaire. Les crédits nécessaires seront inscrits annuellement au budget de la Métropole répartis entre les différentes politiques publiques concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique

Est pris acte de la présentation du rapport relatif à l'Agenda numérique de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Territoire numérique
et Innovation technologique

Gérard BRAMOULLÉ

Signé le 19 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 17 janvier 2020